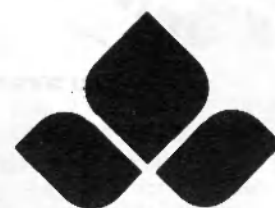


royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

la démocratie muette

M 2242 - 330 - 4,5 F · 22 JANVIER AU 4 FÉVRIER 1981 · 11ème année · N° 330 · 4,50 F

M 2242 - 330 - 4,5 F



Vient
de paraître

royaliste université
(3 Francs Frac.co)

au sommaire :

SAUVAGERIES

Non, la loi Sauvage n'est pas une loi votée en cachette au Parlement, elle constitue cependant une arme infaillible pour le démantèlement de l'Université.

par J.M. Tissier

MORT D'UNE UNIVERSITÉ

A travers le témoignage de Pierre Merlin, revenons une dernière fois sur l'expérience irremplaçable qu'a été Vincennes.

par E. Mousset

LE PROGRAMME ROYALISTE

A l'heure où des étudiants royalistes se présentent aux élections de Conseils d'UER, quel est notre programme pour l'Université ?

DU MALHEUR D'ETRE BOURSIER

Pas simple aujourd'hui d'obtenir une bourse, de la conserver, de vivre avec...

NOTRE DOSSIER :

LES FACHOS



3 pages de dossier sur ceux qui se définissent eux-mêmes comme des « rats noirs » et qui furent les acteurs dérisoires des événements du 16 décembre 1980 à Nanterre.

ABONNEZ-VOUS :

Nom / Prénom :

Adresse :

.....

s'abonne à « Royaliste-université » et verse la somme de 10 F (normal), 30 F (soutien) à l'ordre de « Royaliste », CCP 18 104 06 N Paris.

17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS

quand nos lecteurs prennent la parole

SOMMES LA JEUNESSE

Voici déjà quelques mois que je me suis abonné à « Royaliste » et je crois avoir trouvé dans ce courant d'idées qu'est la NAR un milieu propre à accueillir mes convictions personnelles.

Mais à dix sept ans une âme est neuve, certes propre à se former et à se développer mais aussi sujette à mille déceptions. Ces « jeunes » dont je fais partie, que l'on disait si prêts à accueillir en leur sein les germes de la Révolution, ces gavroches, ces « gars de 68 » où sont-ils passés ? Ont-elles disparu les bannières rouges, blanches ou noires qui flottaient sur les barricades d'autrefois ?

Aujourd'hui, certes, nous prônons la non-violence et une révolution ne se fait pas qu'avec le feu. Mais ses esprits prêts à exiger autre chose que les régimes établis mais bancals, sont de plus en plus rares et la révolte ne sortira certainement pas du milieu scolaire que je fréquente.

Oh ! bien sûr on rencontre encore des anarchistes passionnés ou des communistes purs, mais ils ne sont que minorité par rapport à la majorité somnolente qui hante nos lycées. Somnolente car nihiliste et dégoûtée (peut-on lui en vouloir ?) par une société qui ne peut plus lui offrir qu'il-lusoires spectacles et médiocres plaisirs.

Aujourd'hui rien ne ressemble plus à un jeune qu'un autre jeune. Où sont donc passés les particularismes et les idées nouvelles qui jaillissaient jadis du jeune sang ? Presque insipides les adolescents s'habillent tous de la même façon, aiment les mêmes choses. Il serait facile d'établir un stéréotype du « jeune » de 1981 : on porte blue-jean, baskets agrémentées de quelques « gadgets » originaux (?). On a les cheveux pas trop long et on est sale (« Ça fait bien » comme on dit), on écoute du Hard-Rock bien que cela nous casse les oreilles (il faut bien faire comme les copains).

Mais est-ce cela être jeune ? La jeunesse tient aux idées, aux espoirs et non à une image fade et uniforme.

Liberté, égalité, fraternité, travail, famille, patrie et religion ne sont que « foutaises » pour les jeunes gens. Mais est-ce leur faute si ces mots sont aujourd'hui creux et vides de sens. Si une société dévastatrice a ravagé les piliers de l'ancienne France ? Une France vraie où le spectacle et la mode n'avaient pas la place dangereuse qu'ils ont de nos jours. Futilité et dérisoire étaient des mots qui n'existaient pas encore...

« On n'est pas sérieux quand on a dix sept ans. » Peut-être ! Mais souhaitons au moins une chose :

que la jeunesse indolente d'aujourd'hui puisse une fois, une seule petite fois dans sa vie dire « NON ! » .../... Peut-être un jour pourrions-nous dire à la face des profiteurs et des nihilistes : « Sommes la jeunesse du monde, Messieurs ! »

F.R.

TERRORISME ET AMNISTIE

Permettez-moi de vous livrer, très succinctement, quelques remarques au sujet de votre article paru dans le numéro 328 en page 8 et intitulé : « les droits de l'homme, décidément... »

En fait, vous soulevez, pour ce qui concerne les terroristes, le problème de la grâce. Ce qui suppose un au-delà du droit dans les principes institutionnels, qui relève de l'ordre de la charité et de la vertu de magnanimité.

Or vous me paraissez avoir sous-évalué le caractère explosif de cette redécouverte et de cette exigence confrontées au mythe de l'Etat de droit et du rationalisme qu'il sous-entend.

En effet, en rester à l'amnistie, comme vous le faites à la suite de Klein, ce serait, du point de vue axiologique, mettre la violence civile et le droit étatique sur le même plan, consentir à un match nul en quelque sorte. S'il est incontestable que briser le cercle infernal de la violence révolutionnaire et de la répression implique un risque moral que doit prendre le pouvoir, celui-ci ne peut le faire que si son abstention apparaît comme une clémence totalement libre et gratuite de sa part, faute de quoi elle serait tôt ou tard le prélude à l'anarchie pure et simple.

Le problème que vous posez dans cet article est fort captivant parce qu'il rend nécessaire l'exercice d'une justice dont l'incarnation dans la personne du prince et la transcendance (fondement religieux de la morale) sont les deux exigences indissociables.

Ces exigences que le nominalisme régnant rejette, en même temps que la chance du pardon.

M.P.

CORSE

Il n'est sûrement pas aimable d'écrire à un journal pour lui faire part de ce qu'on n'apprécie pas, alors qu'on se tait quant la ligne semble juste ou que les questions posées paraissent l'être à propos. Alors passez-moi d'être peu aimable. Je ne peux être d'accord avec votre position sur la Corse, soit

qu'elle soit exprimée -ce qui arrive peu souvent- et elle l'est alors par un continental qui, je crois, fut fonctionnaire chez nous; soit pire, que vous participiez au silence méprisant de la presse française, à l'exception de « Libé » qui par la plume de St. Muracciole fait un compte-rendu régulier, juste et précis. Depuis tant de jours 6 des nôtres font la grève de la faim dans 2 prisons parisiennes, alors qu'ils n'ont commis d'autres délits que de révéler les noms de barbouzes. Révéler étant une façon de parler car ils étaient connus par maintes distributions de tracts autonomistes !

Vous commettez une lourde erreur d'appréciation, en ne prenant pas la mesure de la situation dans l'île. Il ne s'agit pas d'un mouvement régionaliste mais d'un mouvement nationaliste, composé de 2 branches opposées quant aux moyens et à la solution institutionnelle, l'un légaliste-autonomiste et l'autre clandestin en grande partie, mais plus totalement, et indépendantiste. Le mouvement nationaliste est encore minoritaire dans l'île mais déjà majoritaire chez les jeunes, la seule opposition dans les lycées étant l'opposition communiste ! Une lettre est trop courte pour un tel sujet mais nier, comme le fait la presse, de « L'Humanité » à « Minute » que le problème corse est un problème national -A Corsica Nazione- participe de l'idée jacobine qu'à un Etat doit correspondre une Nation, or c'est faux, surtout quand il s'agit de l'Etat français.

Par ailleurs, je m'étonne que vous n'ayez pas cherché à vous entretenir avec les dirigeants autonomistes et E. Simeoni en particulier; Edmond n'est pas avare d'explication que je sache !

G.-C.

P.S. L'Unione di a Populu Corsu a édité, il y a 2 ans un Quaternu di l'Unione (cahier) exposant le projet de statut d'autonomie dont je ne vois rien ni dans les principes, ni dans les applications qui puissent contredire le projet royaliste. Bertrand devrait le lire et dire clairement ce qu'il pense durant sa campagne.

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris. Téléphone : 297-42-57
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris

* Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais

* Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal

Directeur de la publication : Yvan AUMONT.

Imprimé en France - Diffusion : N.M.P.P. - Numéro de commission paritaire : 51 700.

guadeloupe : entre les terroristes et les notables

Depuis quelques semaines un mystérieux «Groupe de libération armée» (G.L.A.) a revendiqué plus de 14 explosions en Guadeloupe. Bombes et attentats ont alourdi une atmosphère que la visite de Giscard n'a pas contribué à assainir.

La Guadeloupe, c'est d'abord une économie en faillite : une inflation de 16% par an, 25% de la population active au chômage. C'est aussi une classe politique dont l'incompétence et les réflexes de défense interdisent toute tentative réelle de réforme. Ces deux éléments, liés à l'inconsistance du dessein giscardien, permettent de penser que les événements actuels loin de n'être qu'une manifestation sporadique de terrorisme, pourraient fort bien, si l'on n'y prend garde, acquérir l'envergure d'un véritable mouvement de libération.

Cependant la population guadeloupéenne semble pour le moment, et en particulier à la campagne, peu touchée par les activités des séparatistes. De quels soutiens peuvent alors bénéficier les poseurs de bombes ? Le voisinage du régime cubain est sans doute un élément de réponse. Les

Etats-Unis, à la recherche de zones d'implantation économique aisée, ont également de bons motifs de voir la France disparaître du secteur caraïbe. Mais à côté de ces facteurs externes, un certain nombre d'explications d'ordre interne existe. Certains militants de gauche n'hésitent pas à affirmer que les gros propriétaires blancs ou «békés» jouent eux-mêmes la carte du terrorisme afin de jeter le discrédit sur le séparatisme et bloquer les timides réformes qui risqueraient de leur faire perdre leurs privilèges de caste. Hypothèse sans doute hasardeuse, mais ce phénomène de violence, d'où qu'il soit issu, révèle les tares d'une société où pesanteurs économiques et politiques concourent à rendre l'usage de la voie légale de plus en plus malcommode.

C'est qu'il existe en Guadelou-

pe, comme en métropole d'ailleurs, une impuissance des formations politiques à présenter des solutions vraiment novatrices. Le Parti communiste guadeloupéen, tiraillé entre ses jeunes militants-partisans de l'indépendance et ses cadres locaux soucieux de conserver ses bases municipales, se contente d'évoquer, pour un avenir à long terme, «une indépendance à contenu socialiste». Le Parti Socialiste, quant à lui, vogue entre deux eaux, et essaie toujours, sans plus y croire, de parler d'autonomie. Les partis de la majorité (en particulier le RPR qui occupe les 3 sièges de députés de l'île) forment un glacis conservateur, formé de vieux routiers de la politique, sans illusions ni espoirs. Même l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe a rangé ses revendications les plus nettes pour gagner le respect des sphères gouvernementales et

être retenue comme «interlocuteur valable». Il y a là une situation qui ne saurait que pourrir par manque d'imagination et risque d'aboutir, dans quelques années, à une Guadeloupe indépendante qui ne serait, à l'instar de ses voisines les Antilles ex-britanniques, qu'une sous-république, club privé des touristes à dollars. A moins qu'elle ne tombe dans la zone d'influence de La Havane.

Existe-t-il une autre voie pour la Guadeloupe ? C'est Frédéric Jalton, conseiller général de la Guadeloupe et parlementaire européen socialiste qui déclarait : «*Nous ne demandons rien d'autre qu'une décentralisation audacieuse. En 1954, Ferhat Abbas n'était pas plus exigeant. On ne l'a pas écouté...*» Qui se mettra donc à l'écoute du peuple antillais ?

Philippe DELORME

saunier-seïté encore et toujours

Décidément, Madame Saunier-Seïté déploie une activité débordante... et qui ne laisse pas d'inquiéter. Maintenant, c'est aux Ecoles françaises à l'étranger qu'elle s'en prend.

C'est, comme à son habitude, démocratiquement, qu'elle a préparé son projet de décret : à savoir sans consulter l'Académie des inscriptions et belles lettres, qui pourtant est partie prenante dans l'administration des cinq Ecoles en question : celles d'Athènes, de Rome, du Caire, de Madrid et d'Extrême-Orient. Sans consulter aussi, ce qui eût été au minimum pure courtoisie, les pays intéressés, étant donné l'importance et la considération qu'ils accordent à la présence chez eux et à la qualité de notre recherche archéologique et culturelle. Il est vrai qu'on ne

peut que comprendre Madame le Ministre, vu que son projet ne vise rien moins... qu'à la disparition du caractère spécifique de ces Ecoles.

Deux dispositions du projet inquiètent particulièrement les membres de l'Institut, qui ont protesté contre les méthodes du Ministre et demandé une négociation du projet. L'article 2 qui étend à «*toute les disciplines scientifiques relatives à l'aire géographique de leur implantation*» la mission des Ecoles : en clair on pourra dorénavant y faire tout et le contraire de tout.

L'article 18, lui, stipule que désormais les «résidents» des Ecoles continueront d'être soumis au statut de leur corps», à savoir «*assurer les services prévus par ces statuts*» : ils devront donc enseigner, et plus précisément auprès des étudiants étrangers : ce qui est concurrencer les universités autochtones, chose peu délicate en soi, tout en abaissant le niveau des recherches. Ces deux articles ne peuvent aboutir qu'à faire de ces Ecoles de simples universités françaises à l'étranger, ceci ne pouvant s'accompagner que d'une perte progressive de l'autonomie administrative et à la surveillance étroite de l'Ambassade, à savoir du Quai d'Orsay. Autonomie administrative nécessaire pour des établissements dont le caractère propre est d'être chacun absolument spécifique. Au contraire, Saunier-Seïté, par son projet, établit un «programme»

fourre-tout pour ces cinq Ecoles, ce qui est la négation même de leur raison d'être. Et ce, alors même que certains pays européens, ainsi que les Etats-Unis et l'Australie, imitent nos Ecoles en accroissant la spécificité archéologique et culturelle des leurs, notamment en Grèce. «*Imagine-t-on la France hors de Delphes ou de Délos ?*» demande Pierre Demargne, membre de l'Institut et ancien membre de l'Ecole française d'Athènes (1). Il semble que Saunier-Seïté, elle, l'imagine très bien. Elle reste fidèle à elle-même : grossière et autocratique dans ses méthodes, destructrice dans ses buts. Mais la France, n'est-ce pas, ne représentera plus qu'un centième de l'humanité en l'an 2000... Il faut absolument que cela devienne vrai.

A.T.

(1) *Le Monde* du 7 janvier 1981

à quoi joue

le parti communiste ?

Peu importe les sourires entendus et les ricanements d'une certaine droite reconvertie dans la « défense des travailleurs immigrés » après les exactions du P.C. à Vitry et les propos de Georges Marchais. Avec pesanteur et sans pudeur le Parti communiste a posé les vraies questions. Mais les réponses qu'il apporte sont absurdes et xénophobes. Electoralisme oblige ?

Trop facile de hurler avec les loups et d'assimiler le changement de cap du P.C. à une récupération « nationale-populiste » destinée à renforcer son audience flageolante dans les bastions de la classe ouvrière.



un thème réservé à la droite ?

Si les méthodes employées révèlent une tentation inconsciemment raciste, les mobiles invoqués n'en sont pas moins réels. Si le problème de la coexistence des communautés se pose plus dramatiquement dans les municipalités communistes c'est que statistiquement, ce sont elles qui y sont le plus durablement confrontées. Dans la banlieue-Ouest de Paris la question ne se pose évidemment pas !

La première ségrégation à dénoncer serait justement celle du logement. Les travailleurs et les jeunes immigrés parqués dans des

foyers-ghettos ou refoulés par la logique libérale dans les H.L.M. des banlieues ouvrières connaissent le sort de toutes les communautés sur-exploitées des pays capitalistes. Ils ne sont jamais considérés que comme des « hôtes », la précarité de leurs conditions de vie et de travail en découle.

Ce qui est beaucoup plus grave c'est la pensée latente du candidat Marchais qui soutient implicitement que premièrement les travailleurs immigrés sont une des causes du chômage et deuxièmement qu'ils viennent accroître le poids des charges sociales (1). « Les H.L.M. font cruellement défaut et de nombreuses familles françaises ne peuvent y accéder. Les charges sociales nécessaires pour les familles immigrées plongées dans la misère deviennent insupportables pour le budget des communes (...) L'enseignement est incapable de faire face, et les retards scolaires augmentent chez les enfants (...) » dixit Marchais.

Ce discours est celui de la soumission à un état de fait : des riches toujours plus riches et des pauvres toujours plus pauvres, sans qu'il y ait espoir d'en sortir. Réponse logique ? Le bulldozer et demain la valise. Ainsi les communistes n'hésitent pas à reprendre à leur compte cette idée - ô combien généreuse - du « seuil de tolérance » et de l'arrêt de « l'immigration sauvage ». Fausse solution puisqu'elle revient à condamner ces mêmes travailleurs au chômage dans leur pays d'origine. Pas un mot par contre sur la nécessaire coopération technique ou sur l'augmentation des aides au développement.

La France a accueilli ces hommes et ces femmes qui ont contribué dans une part non négligeable à notre essor économique. Ils sont parmi les premiers à subir le chômage et ils payent comme les autres leur contribution aux charges sociales. Doit-on laisser entendre qu'il y a des priorités à l'emploi qui les excluraient ? Au nom de

quoi et surtout comment les justifier, comment même humainement les concevoir ?

Régression du discours communiste qui s'accompagne d'une démagogie sans borne ? Donner des gages à un électorat populaire sensible à ces thèmes ? (2). Il se cantonnerait alors dans sa « fonction tribunitienne » comme le dit Georges Lavau, et y perdrait encore un peu de sa crédibilité politique déjà fortement entamée... Il est vrai que les travailleurs immigrés ne voteront pas en avril 81 !

Par ces gestes absurdes le P.C. rend possible d'autres actes plus brutaux et donne bonne conscience à tous ceux qui - à droite - se contentaient de murmurer leurs accusations racistes. Lourde responsabilité de ceux qui inaugurent l'ère des lâches surenchères.

F.M.

(1) Lire à ce propos les magistrales démonstrations de S. Condamines dans « Qui a peur du Tier-Monde ? ». Seuil.

(2) 20% des lecteurs du Parisien libéré ne sont-ils pas des électeurs communistes ?



est-ce la fin de la Suisse de Calvin ?

p.c.e. : la fin de l'euroc

Le Ve congrès du PSUC (branche catalane du P.C. espagnol), qui s'est tenu à Barcelone du 5 au 7 janvier, en décidant de rejeter le qualificatif d'« eurocommunisme » a porté un coup sévère à Santiago Carillo secrétaire général du P.C.E.

La victoire des pro-Soviétiques a mis en évidence la remontée des éléments conservateurs partisans d'un repli sur une ligne orthodoxe pour pallier l'hémorragie de militants et la baisse d'influence que traverse le P.C.E. Les chiffres sont en effet accablants. En trois ans le P.C.E. s'est vidé de sa jeunesse et de ses intellectuels. Triomphant aux élections de 77 avec 200 000 membres il est retombé selon des chiffres officiels, au dernier trimestre de l'an dernier, à 100 000 membres. Les intellectuels qualifiés avec mépris par l'appareil de « becs d'or » se sont tus ou sont partis. De 77 à 79 rien qu'à Madrid 3000 intellectuels, membres de professions libérales ou techniciens supérieurs ont quitté le parti pour protester contre l'absence de démocratie interne. Quant au mouvement étudiant il a perdu toute influence dans les facultés comme l'a mis en évidence la lutte contre le loi d'autonomie des universités où les communistes se sont vus isolés voire dénon-

cés par les étudiants.

C'est fort de ces données que l'imposant P.C. catalan (19% de l'électorat catalan, alors que les votes communistes ne représentent que 10% au plan national) a décidé de rompre avec la ligne eurocommunisme de Santiago Carillo. L'eurocommunisme dont Santiago Carillo s'est fait le champion est en effet l'enjeu principal de la crise qui secoue le P.C.E. C'est un concept flou et ambigu qui a fait fortune l'espace d'une saison, et qui ne traduit que de vagues aspirations. Ce serait « le socialisme dans la liberté ». Ce concept fonctionne comme le monstre du Loch Ness, tout le monde en parle, mais personne ne l'a vu. Il suffit de faire remarquer en effet que partout où le socialisme existe il n'y a pas de liberté et que lorsqu'elles apparaissent on ne plus parler de socialisme. En cela, la Pologne est entrée, de facto, à cause des syndicats libres, dans une ère post-socialiste. Mais l'eurocommunisme,

la suisse s'ennuyait...

La Suisse. Pour Monsieur Dupont, c'est le pays de la précision (l'horlogerie), de la monnaie forte, du chocolat... des frais alpages dont les habitants aiment le calme et l'ordre. Bref un pays sans histoires. Et pourtant ...

Depuis quelques mois, Zurich est en effervescence. C'est le vote d'un crédit de 60 millions de francs suisses pour la rénovation de l'Opéra qui a mis le feu aux poudres : les jeunes Zurichois réclamaient depuis longtemps la création d'un centre où ils pourraient se retrouver entre eux, organiser des concerts de rock... la subvention pour l'Opéra leur est apparue comme une provocation. Le 31 mai 1980, les vitrines des beaux quartiers volent en éclats. La police intervient, sans douceur : nous connaissons cela, le style CRS. Fait significatif, la révolte n'est pas partie des facultés. Ce

sont des apprentis, des chômeurs, tout ce que cette société prospère compte de « marginaux » qui sont descendus dans la rue. Le 14 juin on a même vu une cinquantaine de manifestants défiler entièrement nus ! Zwingli - introducteur de la Réforme à Zurich - a dû se retourner dans sa tombe ! A la suite de ces désordres, la municipalité autorise tardivement la création d'un centre autonome dans les anciens locaux désaffectés de la voirie. Mais le 4 septembre, une descente de police a lieu. Le centre est fermé. Le soir même, la Bahnhofstrasse est à feu et à sang : 10

millions de francs suisses de dégâts. La « grande » presse (l'équivalent local de Springer ou d'Hersant) se déchaîne contre ces drogués chevelus. Certains voient la main des communistes (le parti du travail représente peu de chose, surtout en Suisse alémanique). Pourquoi la bourgeoisie suisse serait-elle plus « éclairée » que la nôtre ? Néanmoins, à Noël, des manifestants protestaient encore contre l'exploitation commerciale de cette fête. Cela se passait également à Zurich.

Pourtant, la Suisse romande ou tessinoise a toujours été plus « indisciplinée » que la Suisse alémanique. Cette ligne de fracture se manifeste souvent à l'occasion des « votations fédérales » où les Cantons d'expression française ou italienne se montrent plutôt « progressistes », alors que la partie allemande fait preuve de plus de conservatisme.

Or, c'est précisément en plein cœur de cette région que la révolte a éclaté : à Zurich, ville protestante de surcroît, donc sérieuse.

Justement... trop sérieuse. Car la paix et la prospérité dont jouit la Confédération se paient d'une lourde contrepartie. Une chappe de conformisme pèse sur la société helvétique. A Berne, le palais fédéral est encadré par deux banques ; tout un symbole.

Pourtant, depuis quelques années, les choses bougent. Déjà en 1976, le livre de Jean Ziegler *Une Suisse au dessus de tout soupçon* (1) perturbait la bonne conscience de nos voisins. Il mettait en cause l'exploitation des pays sous-développés par une multinationale comme Nestlé, le rôle de « receleur » joué par la Confédération, etc.

Aujourd'hui, la jeunesse zurichoise redécouvre confusément une vérité première : l'homme ne vit pas seulement de pain.

A. SOLARI

(1) Jean Ziegler - *Une Suisse au dessus de tout soupçon* - Seuil. En vente au journal franco 16 F. Une critique de ce livre et un « forum » de lecteur à son sujet étaient parus dans les numéros 225 et 228 de *Royaliste* (envoi des 2 numéros pour 10 F).

mmunisme

et c'est un aspect que l'on a retrouvé aussi dans le P.C.F. après le XXIIe congrès, lui a fait perdre toute originalité. Abandonner la dictature du prolétariat, défendre les droits de l'homme et les libertés que Marx qualifiait de bourgeoises (1) aboutit à vider le parti de sa substance et à renforcer un P.S. partisan depuis toujours d'un « socialisme à visage humain ». Remarquons que les événements de Pologne ou d'Afghanistan n'ont pas permis aux euro-communistes de faire la percée escomptée.

Ce débat interne aux P.C. occidentaux débouche sur deux possibilités : poursuivre la politique eurocommuniste en se rapprochant des socialistes ou se replier sur les bases orthodoxes de la IIIe Internationale. Dans cette lutte, l'appareil, aux mains des pro-Soviétiques, ainsi que la règle du centralisme démocratique, jouent un rôle primordial. Jusqu'à présent dans les P.C. européens notamment au P.C.F. ou l'orientation « national-poujadiste » s'affirme, c'est l'aile pro-Soviétique qui l'a emporté. Le P.C.E., lui a toujours oscillé entre ces deux tendances sans jamais arriver à se stabiliser. La récente



« dissidence » du P.S.U.C. laisse présager que c'est probablement les pro-Soviétiques qui vont l'emporter. Elle démontre ainsi que ce qui caractérise essentiellement les partis communistes occidentaux c'est encore et toujours leur pro-soviétisme.

Hubert BOCQUILLON

(1) Karl Marx - *Sur la question juive* - Ed. Maspéro.

un royaliste ministre de la qualité de la vie

La mort tragique de M. Sa Carneiro, chef du gouvernement portugais, et la réélection triomphale du général Eanes à la présidence de la République ont créé un climat d'incertitude quant à l'avenir du pays. Un nouveau gouvernement, le treizième depuis la révolution des œillets en 74, a été constitué par M. Pinto Balsemao nouveau leader du PSD. Ce gouvernement, fragile équilibre entre centristes et sociaux démocrates ne comprend qu'une seule nouveauté, la création sous la pression du PPM (Parti Populaire Monarchique) d'un ministère de la qualité de la vie dont le portefeuille a été confié à M. Ferreira Do Amaral, leader du PPM.

Nul n'était mieux à même de remplir cette tâche que Ferreira Do Amaral. Pendant sa jeunesse il a été un des membres les plus actifs des organisations monarchistes qui s'opposaient au régime de Salazar. Les premiers prisonniers politiques à cette époque ont été des monarchistes. Président de l'assemblée générale de l'Association des étudiants en

Droit de Lisbonne il avait signé en 1961 un manifeste de catholiques progressistes qui protestait contre l'absence de démocratie. Depuis il a été à la pointe du combat pour les libertés. Le Parti Populaire Monarchique, avec ses nombreux



conseillers municipaux et ses six députés, voit ainsi se concrétiser une des missions principales qu'il s'était assigné : réviser la politique énergétique et engager le gouvernement dans des réformes tendant à préserver l'environnement et l'équilibre écologique du Portugal qui se trouve engagé dans une industrialisation sauvage.

H.B.

philippe ariès :

"il y a une infinité d'amériques..."

A l'heure où Ronald Reagan entre en fonction à la Maison-Blanche, nous avons questionné Philippe Ariès pour qu'il dresse devant nous, avec sa lucidité d'historien, un portrait des Etats-Unis d'aujourd'hui.

Abordant les phénomènes de sociabilité et de culture, la question des rapports entre le citoyen et l'Etat également, Philippe Ariès fait tomber bien des préjugés sur l'Amérique. Nos lecteurs ne manqueront pas d'y découvrir aussi, en filigrane, des éléments pour mieux comprendre la société française.

■ **Royaliste :** L'image des Etats-Unis que nous nous sommes formés à la N.A.R. est assez défavorable. Nous les considérons comme une nation impérialiste, d'un impérialisme simplement mâtiné d'infantilisme comme au temps de l'administration Carter. Sur le plan intérieur cette nation est pour nous l'anti-modèle (nous pensons notamment à l'urbanisation inhumaine -la prolifération des suburbs- aux problèmes que posent les drogues, à la surconsommation -30% de l'énergie mondiale phagocytée par un pays qui représente seulement 6% de la population de la planète). Et cependant nous avons lu dans vos livres, comme dans ceux d'Edgar Morin et de Jean-Marie Benoist, que les Etats-Unis étaient un pays profondément créateur et innovateur. Comment concilier les deux images ? pouvez-vous faire pour nos lecteurs une radioscopie de l'Amérique ?

Philippe Ariès : Un tel projet est ambitieux et même impossible. Les opinions françaises sur l'Amérique sont agaçantes par leur caractère extrêmement partiel qui conduit à privilégier un aspect de l'Amérique pour l'étendre à tout le pays. Or il n'y a pas une Amérique mais une infinité d'Amériques. Le caractère américain par excellence est la diversité. Les Américains eux-mêmes contestent toute présentation d'un aspect de la réalité qui cherche à se

faire passer pour toute l'Amérique.

C'est à ce niveau que l'homme de droite français montre son ignorance comme d'ailleurs pour l'Angleterre, l'Allemagne, l'Espagne ou l'Italie. En revanche la droite dite libérale, c'est à dire répressive, a de l'Amérique une image positive -celle qui précisément vous hérisse- l'Amérique pays de la modernité. Mais cette analyse vaut aussi pour l'Allemagne de l'Ouest et pour la France tout au moins pompidolienne.

De même il est enfantin de caractériser l'Amérique par sa politique étrangère dans la mesure où la société américaine comme la société italienne, et contrairement à la société française, existe en dehors de son Etat.

Prenons un exemple : dans quel autre pays occidental trouveriez-vous des fermiers qui exploitent leurs terres avec probablement une forte productivité mais n'utilisent aucun moyen mécanique moderne à l'exception des trayeuses de vaches actionnées par des groupes électrogènes. Et ces gens là n'ont pas de voiture. Ils se promènent le dimanche dans des voitures à chevaux et habillés avec des costumes du XVIIIe siècle qui les font ressembler à des rabbins. Si vous voulez connaître les mœurs de l'Allemagne de 1850 allez vous promener dans certaines contrées du Middle West. L'Amérique, c'est la modernité mais aus-

si un étonnant conservatoire de traditions. On peut donc difficilement parler d'un «pays d'étrangers» comme Vance Packard. Le traditionalisme est très fort. Il se manifeste aussi bien par une interprétation littérale du sens de la Bible que par le maintien du rythme de vie du XVIIIe siècle dans certaines communautés.

Et dans la mesure où ce pays est moderne et même moderniste on assiste à d'étonnants refus. L'Amérique comme l'Angleterre a refusé les aspects traditionnels de la mort. Mais à l'inverse de l'Angleterre et comme les pays méridionaux, elle n'a jamais accepté la crémation du corps donc sa liquidation. La cérémonie de la visite au mort est conservée. Mais celui-ci est conditionné pour ressembler à un vivant. C'est ce qu'on appelle «voir les restes», «viewing remains».

Par ailleurs ce qui choque le Français de toute opinion lorsqu'il va en Amérique c'est la tolérance pratiquée dans ce pays. Tolérance inévitable et nécessaire dans la mesure où il y a juxtaposition de tant de traditions et de croyances contraires.

Le nationaliste français a d'ailleurs du mal à comprendre la fierté américaine qui va jusqu'à l'impérialisme... et en même temps l'attachement de certains Américains à des groupes de pression étrangers. Si en France les associations juives parlaient sur le ton dont parlent leurs homologues new-yorkaises, on aurait une nouvelle Affaire Dreyfus.

■ **Royaliste :** Vous dites que la modernité n'est pas l'apanage de l'Amérique. Mais celle-ci l'a accélérée et l'a vulgarisée.

Philippe Ariès : La modernité est un phénomène mondial que l'on retrouve aussi bien au Japon,

en Allemagne de l'Ouest, dans la France pompidolienne et même en Italie qui a fait un rattrapage spectaculaire ces dernières années. Les Européens ont une sorte de culpabilité à son égard et s'en débarrassent en la rejetant sur l'Amérique. Il n'est pas niable que celle-ci y est très développée dans la mesure où l'Amérique a davantage parié sur l'automobile que nous. Mais si l'on dit que l'autoroute qui va de New-York à Long-Island est le plus grand parking du monde on pourrait faire la même réflexion à propos de certaines portions du périphérique parisien.

Ajoutons que les Américains dépassent souvent cette moderni-





la plupart des villes américaines pourrissent. Les cœurs des villes se vident, on veut vivre en pleine nature, d'où la prolifération des *suburbs*. Mais à leur propos les Français font un contresens : ils interprètent la privatisation de la vie de société à l'intérieur de la famille et des clubs comme une disparition de toute sociabilité. Or il s'agit en l'occurrence d'une nouvelle forme de sociabilité à laquelle en bon méditerranéen, habitué aux places et aux cafés, je ne pourrais personnellement me faire puisque la vie de la rue sauf à New-York et peut-être à San-Francisco a disparu. Mais il existe des sociabilités de compensation pour faire face à la « foule solitaire » une expression d'invention américaine : deux visiteurs de

livres, en France, sur les Etats-Unis en général, à l'inverse de ce qui se passait au temps de Tocqueville, de Paul Bourget et d'André Siegfried.

■ **Royaliste :** On dit souvent en Europe que les villes américaines atteignent un tel point de dangerosité qu'à Washington par exemple on ne peut faire cinq cents mètres à pied sans être attaqué.

Philippe Ariès : Il faut faire la part du danger réel et celle de l'affabulation. Ainsi on m'a traité de fou lorsqu'un soir, vers dix heures, je suis allé contempler New-York depuis le pont de Brooklyn. Aux dernières nouvelles New-York serait devenue une ville moins dangereuse. Mais est-ce les statistiques de criminalité ou la peur qui reculent ? Difficile à dire. Il est sûr en revanche que la privatisation excessive de la vie, en vidant les lieux publics, attire toute une faune redoutable.

■ **Royaliste :** Que peut-on dire du système éducatif américain ? On affirme qu'actuellement un extraordinaire regain de faveur du latin et du grec se manifesterait dans les universités américaines ? Est-ce significatif ?

Philippe Ariès : Cela a été soutenu par certains journaux français à partir d'un article du *Time-magazine*. Pour ma part je ne l'ai pas constaté et lorsque j'ai questionné des Américains je n'ai obtenu que des réponses fort évasives.

Il est exact en revanche que l'enseignement secondaire est fort mauvais et a le niveau auquel tend actuellement notre propre enseignement. La véritable formation est assurée par les collèges des universités, l'équivalent de nos classes terminales. Aux Etats-Unis, cela est rendu possible dans la mesure où il n'y a pas polarisation, contrairement à ce qui se passe en France, sur l'enseignement secondaire et le bachot qui le couronne. Par la suite chaque étudiant, selon son niveau, trouve son « collège » et son université avec programme à la carte.

Mais ce qui m'a frappé dans les universités américaines c'est l'extraordinaire curiosité et l'extraordinaire liberté de la recherche.

Et puisque nous parlons de créativité, laissez-moi rendre hommage à la qualité d'une certaine presse rehaussée il est vrai par l'extraordinaire médiocrité de la télévision. Contrairement au *Monde*, le *New-York Time*, le *Washington Post*, le *Los Angeles*

Times séparent minutieusement l'information du commentaire. D'une part est donnée l'opinion du journal. Et d'autre part les rubriques d'information sont de véritables petits condensés de sociologie empirique.

■ **Royaliste :** Venons-en au problème de l'Etat américain. Vous affirmez qu'il existe en dehors de la société. Il n'en est pas moins puissant. Galbraith parlait même à son sujet de complexe militaro-industriel. Alors comment cet Etat s'articule-il avec le pays.

Philippe Ariès : Il s'y articule mieux qu'en Italie où l'Etat n'existe pas et où l'Italien en ignore jusqu'à la notion. L'Américain, lui, reconnaît l'existence d'une sphère réservée à l'Etat sans pour autant interioriser l'étatisation comme les Français sont les seuls à le faire au monde. Mais la sphère reconnue à l'Etat est limitée, comme celle du Roi dans l'ancienne France. N'oublions d'ailleurs pas que les partis, les opinions et même les mentalités se sont mis en place aux Etats-Unis dès la fin du XVIII^e siècle.

Cela entraîne une vie régionale et locale intense qui n'est pas une vie de relation mais une vie politique.

Au fond le président des Etats-Unis se trouve dans la situation d'un Louis XIV qui en France avait moins de pouvoirs qu'un président de la Ve République, mais qui était redouté de toute l'Europe grâce à ses armées.

Le rôle du Président est d'assurer le prestige international des Etats-Unis. C'est pourquoi l'on ne pardonne pas au président de discréditer son pays. Ainsi l'affaire de Tabas a coûté sa réélection à Carter. J'étais aux Etats-Unis lors des élections présidentielles du 4 novembre et tout le monde a été surpris par l'ampleur du succès de Reagan. En fait on a moins voté pour lui que contre Carter.

De même le président ne doit pas mentir. Ce qui explique l'ampleur prise par le Watergate qui n'aurait été qu'un incident anodin en France.

D'ailleurs il semble que la conjonction du Watergate et de la défaite indochinoise ait provoqué un profond traumatisme chez les Américains. Tellement profond qu'ils n'en parlent pas ou le moins possible devant des tiers... ce qui est aussi typiquement américain.

propos recueillis
par Arnaud Fabre

té. Voyez New-York, réputée la ville la plus moderne du monde. Mais c'est aussi une ville fantasmagorique, inimaginable de vitalité et d'exotisme et à cet égard bien moins moderne que par exemple Francfort.

La société new-yorkaise, malgré la faillite de ses finances municipales, est très vivante. Il est vrai que New-York est autant espagnole qu'américaine et ne saurait représenter les Etats-Unis.

■ **Royaliste :** Justement, les autres villes américaines ne sont-elles pas le symbole de l'échec d'une société industrielle déracinante et déshumanisante ?

Philippe Ariès : Il est vrai que

musée, ou deux voyageurs de train, ne tardent pas à lier conversation.

En fait toute la sociabilité est investie dans la vie de club ou d'église. Et quand on change de quartier on change d'église quitte à changer de confession. Mais il est faux d'imputer cette évolution à la technicité même si la voiture constitue un accélérateur en la matière.

Au demeurant le pourrissement des cœurs de villes commence à être enrayeré puisqu'on les restaure progressivement et que les habitants y reviennent. Mais la complexité des évolutions de la société américaine nous échappe, ce qui fait qu'il n'y a pas de bons

sur un foutriquet

Un soir, sur le plateau de l'émission «Apostrophes» où il venait de disserter sur Maupassant, Valéry Giscard d'Estaing, s'étonnait que Boutang ne l'aimât point. Qu'il lise donc ce «Précis» : il y découvrira les raisons d'une juste colère.

Mais je rêve. Il n'ouvrira pas ce livre, au titre si peu «convenable». Foutriquet ! Est-ce ainsi qu'on qualifie un ancien de l'E.N.A., aujourd'hui président d'une «démocratie paisible et avancée» ? Jetterait-il tout de même un coup d'œil à la table des matières, par désir d'information ou de dialogue, qu'il y trouverait des jugements bien peu «décrispés» : un Foutriquet menteur, pourrisseur, fossoyeur ! Comment de telles choses peuvent-elles venir sous la plume d'un philosophe ? Le dit Foutriquet n'est sans doute pas capable de comprendre la colère, lui qui vit de petites rancunes, ni comment elle peut naître d'un souci politique vrai.

Laissons Foutriquet à ses étonnements : ce Précis n'est ni pour lui, ni pour ses courtisans ; il s'adresse à ceux qui se sont laissés prendre au piège de l'apparence giscardienne, et aux citoyens avertis qui veulent faire de solides révisions avant la campagne électorale. Révisons donc, ce qui nous permettra d'apprendre encore :

— oui, Foutriquet ment, sur son passé (sa participation à la Résistance), sur son nom (d'emprunt, comme de Gaulle le dit un jour), sur son entrée à l'E.N.A. (sans concours, et grâce à un passe-droit) et, plus grave, sur l'état économique de la nation. Boutang démontre tout cela, textes à l'appui.

— oui, Foutriquet pourrit, par la loi qui autorise le meurtre des enfants, par ses spéculations boursières et par les escroqueries qu'il couvre : Il pourrit l'Etat devenu, par lui, instrument de profit personnel. Il pourrit et il ment, lorsqu'il tente de présenter sa défense, si tardive dans l'affaire des diamants.

— oui, Foutriquet creuse notre fosse, dont Boutang prend la mesure. Que fait-il d'autre lorsqu'il devient le complice de Mobutu et de l'OTRAG, qui permettent à la R.F.A. de tourner les traités de paix et de se doter de missiles capables de porter la bombe atomique ? Lorsqu'il consent tranquillement au déclin de la France ? Que fait-il d'autre notre «chef

d'Etat conceptuel», lorsqu'il détruit la légitimité restaurée par de Gaulle ? Même si l'on ne suit pas Boutang dans sa condamnation d'une politique arabe qui, il est vrai, s'éloigne de l'ambition gaulienne, comment ne pas partager sa colère devant ce qui a été abandonné, perverti, trahi.

Mais ce n'est pas tout. Sous le fatras des mensonges, derrière cette politique qui bafouille, Boutang fait apparaître l'incroyable nullité de l'homme, son nihilisme profond. Car Giscard est nul, malgré ses diplômes et sa brillante carrière. Nul, malgré sa «compétence» et ses grands airs. Nul, archi-nul, malgré le recours aux grands mots et l'apparente clarté des démonstrations.

Pour saisir cette nullité, et en prendre la mesure, il faut regarder d'un peu près Démocratie française. Boutang a eu ce courage. Il n'y a trouvé, outre une théorie sur la fragmentation du pluralisme et la curieuse évocation du «combat des Gorgones et des Méduses», qu'une sociologie prudhommesque appuyant des élucubrations prétentieuses rédigées dans une langue approximative. De quoi décourager le lecteur le plus dédicé !

Pourtant, il faut creuser encore. Cette imposture permanente, sorte de bien de famille hérité d'Edmond Giscard, doit bien recouvrir quelque chose : une conception de l'homme, une croyance, un désir profond ? Mais non. Foutriquet n'est qu'un nihiliste pratique et bourgeois. Celui qui se définit à ses heures philosophantes comme un «spiritualiste», ne croit ni en Dieu, absent de Démocratie française et «évacué» de l'histoire de France, ni en l'homme, rejeté du côté de l'animalité, ni en une France «observée» la plupart du temps de l'extérieur comme si Giscard n'était pas de son peuple et ne présidait pas, du moins légalement, à ses destinées. Mais Foutriquet ne croit en aucune destinée, et annonce lui-même que l'histoire ne gardera aucune trace de son passage...

Reste, pour passer le temps et tromper l'angoisse, la chasse, les séances de psychanalyse, les femmes (Sylvia Kristell emmenée si légèrement en Pologne, Marie-Laure de Decker impliquée dans l'affaire Claustre) et les jeux du pouvoir et de l'argent.

L'argent mis à part, ces distractions seraient bien innocentes si Foutriquet n'avait la charge de l'Etat. Il faut donc qu'il parte conclut Boutang. Qui, après avoir lu son Précis, osera le contredire ?

B. LA RICHARDAIS

Pierre Boutang -Précis de Foutriquet (J.E. Hallier - Albin Michel). Prix franco 45 F.

l'autre chine

Marie-Ange Douzé et Claude Sauvageot ont eu le privilège de pénétrer dans des régions chinoises que peu d'Occidentaux ont visitées. Leur «Autre Chine», c'est celle des minorités ethniques et religieuses.

Car, malgré la révolution «culturelle» les unes et les autres ont survécu tant bien que mal. Il resterait 2 à 3 millions de chrétiens, divisés entre l'église «patriotique» officielle et les clandestins restés fidèles au Vatican. Les musulmans seraient environ 80 millions, implantés principalement au Xinjiang. Quant au Bouddhisme, il aurait 200 millions d'adeptes. Avec la chute de Mao, une relative tolérance s'est instaurée. Certes, le prosélytisme reste interdit, mais le gouvernement fait un effort pour restaurer des lieux de cultes sacrés. En fait, les autorités tolèrent le christianisme, le bouddhisme... et surtout l'Islam pour ménager leurs relations avec le Tiers-Monde.

Les minorités ethniques ont connu également des moments difficiles : de 1958 à 1976, tout a été mis en œuvre pour une assimilation totale. De nos jours, le Tibet (déserté par le Dalaï Lama depuis 1959) connaît encore une véritable occupation : 300 à 600 mille militaires pour une population civile de 1,7 millions d'hommes.

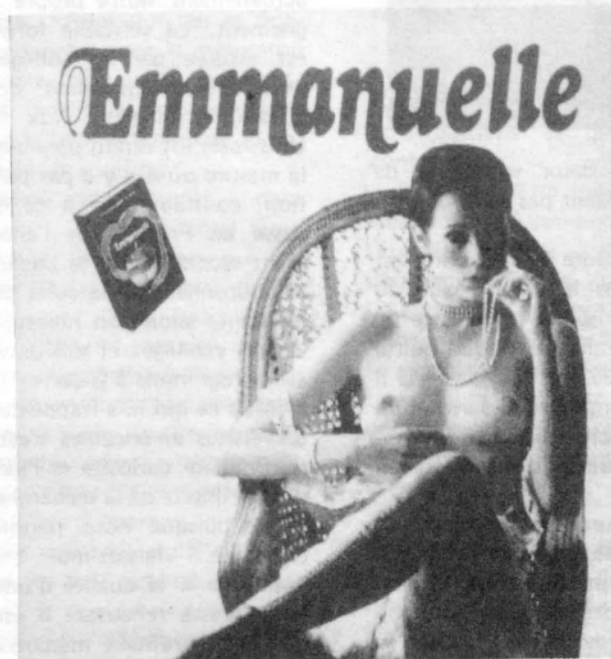
Tout comme en Russie, la politique du Parti vis à vis des minorités a varié selon les époques. Mais globalement, le P.C. poursuit l'impérialisme de l'ethnie dominante. Les Han, à l'étroit en Chine intérieure continuent de s'expatrier vers des contrées où les possibilités de défrichage sont importantes. D'autant que si les «minorités nationales» ne représentent que 6% de la population chinoise, elle occupent 60% du territoire. De plus, le contrôle de ces régions (Mongolie intérieure, Xinjiang, Tibet, Yunnan...) est militairement vital pour la Chine qui a des milliers de km de frontière commune avec l'URSS ; surtout quant on sait que les mêmes ethnies, qui «chevauchent» la frontière, se retrouvent dans l'empire soviétique.

Il est réconfortant de savoir que différentes cultures et religions, bien que mises à mal, ont survécu à la révolution dite (c'est un comble) «culturelle».

De plus, le livre, bien écrit est illustré de fort belles photos.

P. CARINI

Marie Ange Douzé et Claude Sauvageot - Une autre Chine - Albin Michel. En vente au journal 74 F franco.



«la chasse, les séances de psychanalyse et Sylvia Kristell...»

Le projet d'un livre sur le «fascisme aux couleurs de la France» de la part de Bernard-Henri Lévy ne pouvait manquer de me plonger dans une profonde perplexité. Ne m'avait-on pas prévenu que quelques uns des maîtres qui avaient été à l'origine de ma vie d'esprit étaient visés ? Et plus que durement. J'avais trop d'estime et d'amitié envers l'auteur du «Testament de Dieu» pour penser que son projet dérogerait à notre éthique commune de la vie de l'esprit. Mais tout de même, mes fidélités fondamentales ne seraient-elles pas atteintes ? Serions-nous séparés dans un combat intellectuel où nous nous étions toujours trouvés à des créneaux voisins depuis des années ? Aujourd'hui encore, il m'arrive de défendre son précédent livre, souvent hargneusement attaqué dans les milieux les plus opposés. Même si je ne l'approuve pas sur toute la ligne -je m'en suis expliqué à l'époque dans *Royaliste*-(1) je persiste à penser qu'il contient trois ou quatre idées essentielles, dont l'oubli serait cruel à notre aujourd'hui. Mais «l'idéologie française» ?

Je viens de lire ce nouveau livre, d'une traite, avec une attention passionnée. Chacune de ses pages évoque tant de souvenirs, tant de lectures, tant de controverses anciennes qu'une discussion dans le détail soulèverait une montagne d'objections. Peut-être pourrais-je faire en une autre occasion l'étude critique qui conviendrait pour revoir chapitre par chapitre une documentation qui brasse tant de documents et tant d'événements. Je voudrais cette fois-ci aller directement au cœur du sujet et donner mon sentiment général.

Tout d'abord, oui, ce livre m'a fait mal, oui il m'a atteint, non pas dans mes convictions les plus fortes, mais souvent dans ma fierté lorsqu'il me semblait que l'honneur national était en cause. Non pas lorsque l'analyse corrosive de Bernard-Henri Lévy me paraissait manquer son objet, mais lorsqu'elle visait juste, cruellement juste. Pour que les lecteurs comprennent, il me faut résumer à grands traits l'argument de «l'idéologie française». Le fascisme, dit en substance Lévy, c'est évidemment toujours les autres, les Allemands... les maîtres penseurs (le mot n'est pas prononcé mais ils sont tous nommés et presque justifiés : O Glucksmann, O Clavel !). C'est si commode de toujours refiler l'ardoise, alors que le fascisme français, si français ne cesse sourdre depuis le XIXème siècle chez tous nos écrivains. Les moins suspects a priori n'échappent pas à la tentation. «Structuré comme un inconscient», il est omniprésent, dans la vie politique, à gauche et à droite, chez les communistes, comme chez les réactionnaires, chez les gauchistes, comme chez les conservateurs. Sans lui, la période de l'occupation, «Vichy» sont incompréhensibles, avec cet antisémitisme meurtrier qui suscite si peu d'opposition, et qui permet à Laval de proposer la déportation des enfants juifs à un interlocuteur nazi qui n'en demandait pas tant.

Même si l'ignominie ne fut pas toujours poussée au même degré, les Français dans les premiers mois de la «Révolution nationale» communiquèrent dans une même ferveur pour un retour aux «vertus de la race». Certes le mot n'avait plus les connotations scientifiques que l'école française biologisante (Le Bon, Vacher



par
gérard
leclerc

Une idéologie française ?

de Lapouge, ou même Barrès), lui avait données. «*miracle d'un racisme épuré, rationalisé, assimilé au génie, à la mesure, aux couleurs de la France profonde. Prodiges d'un racisme sans racisme, d'un racisme des racines, d'un racisme qui sans tuer, sans bruit ni tapage, exclut celui, simplement, où ne se repère point le collectif lignage*». Ce racisme-là serait infiniment plus sournois, plus retors, parce que plus acceptable, moins délirant. Le parti communiste peut s'y retrouver dans la mesure où il n'a jamais rompu avec des origines qui, contrairement à la légende, sont moins communistes qu'anarcho-syndicalistes. Et cette tradition-là est des plus ambiguës. Voir Sorel. Ceci explique, selon B-H L., que lorsque le parti veut exprimer son opposition à Vichy, il ne fait que le déborder sur son «vichysme». Même réquisitoire contre le régime de la défaite, même appel à la France profonde, même aversion contre le système de l'argent apatride, etc. Uriage même n'échappe pas à l'idéologie française. Elle lui donne même son expression quasi achevée, avec des hommes réputés de gauche comme Hubert Beuve Méry, Emmanuel Mounier et ses compagnons d'*Esprit* qui tous communient dans le même péguysme !

Ah ! Bernard-Henri Lévy n'est pas tendre avec Péguy, «le benet», le penseur national-socialiste à la française qui délirera de plus en plus sur la «race», dont l'instinct véritable est corrompu par la modernité. Bergson ne lui a pas rendu service en lui communiquant son culte vitaliste, antiintellectualiste qui l'amènera à célébrer un peuple paysan, lié à la glèbe (seule la terre ne ment pas dira le maréchal Pétain), et presque idiot, hébété. Sorel qui se rendait au cours de Bergson avec Péguy, bras dessus, bras dessous, avait de quoi fourbir ses armes dans la même philosophie. L'auteur des «*Réflexions sur la violence*» célèbre aussi «*le primitif, l'instinctif, presque le barbare : toutes ces forces tapies, refoulées par la médiocrité, censurées par l'intelligence, et qui sont comme*

une fontaine de jeunesse où les peuples, de loin en loin, re trempent leurs énergies, retrouvent le sens de la violence et réapprennent la ferveur. La ferveur pour la ferveur. La violence pour la violence. L'énergie pour l'énergie. Et l'héroïsme pour l'héroïsme.»

Sorel mieux que quiconque sans doute explique le lien décisif qui lie l'extrême-droite à l'extrême-gauche. Bernard-Henri Lévy ne sous-estime pas, du tout l'éphémère expérience du cercle Proudhon, la rencontre entre soréliens et maurrassiens. Elle est hautement significative à la fois de tendances idéologiques communes et de phobies partagées. L'antisémitisme particulièrement qui n'est pas, comme on le croit d'ordinaire, l'apanage de la droite. La dénonciation de la fortune anonyme et vagabonde pourra être tour à tour le thème privilégié du parti communiste et de l'Action Française.

Philosophiquement ce phénomène peut s'analyser comme une hypertrophie de la différence et donc l'exclusion perpétuelle de l'universel, et au fond des valeurs, de l'individu, des droits de l'homme, de ce que l'on entend généralement par démocratie. Cette tendance se manifeste par la volonté d'abolir les médiations authentiques au nom de l'organicité, de la cité rêvée où il n'y aurait plus de bruits, d'oppositions, de dysfonctions. La cité harmonieuse socialiste en ce sens n'est pas loin du rêve corporatiste.

Mais la France, là dedans dira-t-on, n'est-elle pas véritablement l'accusée, celle qui honteusement est mise au ban de l'univers ? Bernard-Henri Lévy s'en défend farouchement. Si Pétain est à la suite de Barrès et Péguy considéré comme le représentant d'un nationalisme chauvin et terrien, de Gaulle trouve tout de même grâce et son idée de la France est quasiment exaltée pour ce qu'elle a d'aérien, d'universel. Maurras eut peut-être rangé une telle idée dans la catégorie des nuées ou des grues métaphysiques. Pour B-H L. c'est sans doute la seule façon pour le concept de nation de ne pas contredire celui d'humanité.

J'avance dans la présentation, je l'espère, pas trop inexacte, d'un livre qui comme les précédents est emporté par une flamme, une vigueur d'écriture, une impatience d'argumenter admirables, et je n'ai pas encore donné l'ombre d'une appréciation personnelle. D'un mot avant de mener une discussion plus serrée, je veux dire ceci. Bernard-Henri Lévy a raison de dénoncer une perversion, une maladie honteuse. Il ne s'en prend pas du tout à un moulin à vent. Il met à jour une tendance souvent cachée, à potentialité fasciste. Mais dans sa vigueur polémique, et dans sa logique au fond très maurrassienne (par son caractère implacable) ne fabrique-t-il pas un système ? Ne fait-il pas souvent entrer par force les pensées et les hommes ? Mais surtout ne voue-t-il pas, par une condamnation unilatérale, à son enfer des idées justes et nobles, des réalités historiques nécessaires à la civilisation universelle ?

(à suivre)

Gérard LECLERC

B-H Lévy -*L'idéologie française*- Grasset. En vente au journal franco 67 F.

(1) Voir *Royaliste* numéro 292.



Amateurs de Molière, épargnez-vous 20 F de dépense par personne et une crise de nerfs. Et n'allez pas voir «Les Fourberies de Scapin» dénaturées, sabotées, sagouinées par un film à grande diffusion, le tout réalisé sous le patronage de la F.E.N. (1)

Lors de leur création «Les Fourberies de Scapin» n'avaient pas fait l'unanimité dans l'intelligentsia classique. Boileau leur avait consacré entre autres des vers fort sévères dans *l'Art poétique*. Le fait est que la pièce ne brille pas par l'unité d'action puisqu'aux intrigues de deux tourtereaux désireux de se marier contre le gré de leurs barbons de pères se mêle la vengeance de Scapin à l'égard d'un des deux barbons, Géronte.

Alors pourquoi la postérité et le bon sens ont-ils donné malgré tout raison à Molière contre Boileau ? Parce que la pièce est sauvée par l'extraordinaire rôle de composition que constitue le «fourbe» Scapin. Et aussi par l'existence de Géronte, ce magnifique portrait typé de grippe-sous bourgeois de province.

LES ALIBORONS CONTRE MOLIÈRE

Raison de plus pour conserver l'unité de lieu qui met en relief l'affrontement de ces deux caractères. C'est ce que n'ont pas compris les primates de la F.E.N.

Ces enseignants-aliborons diluent l'action dans la pouillerie colorée d'une Naples baroque. Double aberration. D'abord d'un simple point de vue historique, Naples a été choisie par Molière comme simple lieu de convenance destiné à justifier la galère censée enlever Zerbinette. Mais le réquisitoire que Molière met dans la bouche de Scapin a destination d'Argante contre les robins-vidé-goussets, vise en fait l'avidité des juges du Parlement de Paris. Mais peut-être ignore-t-on l'histoire de France au S.N.I.-P.E.G.C. (3) qui cornaque avec la F.E.N. l'opération ?

Par ailleurs le jeu des physionomies, le comique de répétition «*Que diable allait-il faire dans cette galère*» auraient dû être servis par la concentration des caméras sur les visages et les mimiques. Ainsi lorsque Zerbinette raconte à Géronte qu'elle ne connaît pas encore les mésaventures de... Géronte roulé et roué de coups par Scapin. La tête de Géronte -surtout joué par Galabru- en la circonstance l'aurait été impayable. Mais la F.E.N. et le S.N.I. préfèrent faire entendre la

majorité de la scène en off. Cependant que la caméra filme Scapin à poil avec les minets de sa bande -séquence soufflée par la tendance baby-porno de la F.E.N. ?- en train de se baigner avant de déguster des pastèques.

Bon acteur, Roger Coggio n'est pas seulement un piètre réalisateur. C'est aussi un pendeur du stylo. A témoin ces lignes écrites dans Pariscope du 14 janvier :

«*Dans la société très hiérarchisée du XVII^e siècle, c'est peu dire que Molière ne se situe pas aux premiers rangs. Il a dû subir bien des avanies, bien des humiliations de la part de ses protecteurs successifs et nous savons que le plus illustre d'entre eux ne les lui a pas ménagées. Dans le sac ridicule où Scapin s'enveloppe, si c'était Louis XIV que Molière bastonnait ?*»

Lorsqu'on sait que Molière doit tout à Louis XIV, que celui-ci le protégea de l'emprisonnement voire du bûcher dans l'affaire du Tartuffe, le soutint à fond dans la querelle de l'Ecole des Femmes cette bataille menée par Molière pour l'émancipation féminine, et força le clergé à l'enterrer religieusement, on mesure l'honnêteté intellectuelle de Coggio. Ce Coggio grâce à qui, paraît-il la F.E.N. et le S.N.I.-P.E.G.C. veulent faire connaître Molière aux jeunes Français.

Pareillement c'est avec la même finesse et la plus grande largeur d'esprit que les M. Homais de la F.E.N. filment les dialogues les plus importants sur fond de chants et de processions religieuses

et font se signer les acteurs aux moments les plus incongrus. Mais comme le signe de croix, même dans l'Italie baroque, finit par être fatigant de temps en temps, les aliborons de la F.E.N. et du S.N.I. utilisent le bras d'honneur comme «ketchup» à la mise en scène.

MESINTELLIGENCE DU CLASSICISME

En fait le reproche majeur que l'on peut faire au film est d'avoir dénaturé Molière. On peut penser que Molière n'est pas tout le comique même français. On peut lui préférer le roman picaresque, la verve de Rabelais ou pour évoquer les contemporains la truculence du Fellini d'*«Amarcord»* ou de *«Roma»*. Il n'était nullement défendu aux auteurs du film de réaliser une fresque sur l'Italie baroque. Certains plans magnifiques montrent qu'ils en étaient capables. Mais de grâce ne mêlons pas Molière à une mise en scène qui aurait davantage convenu au *«Ruy Blas»* d'Hugo qu'aux *«Fourberies»*.

Interviewé il y a quelques trois semaines par la télévision, le secrétaire du S.N.I.-P.E.G.C. avait déclaré en substance qu'avec la télématique nous aurions à l'avenir Molière en boîte et que les élèves seraient en droit de dire «Molière, on veut voir.» Or, justement le crime des *«Fourberies de Scapin»* revues et corrigées par la F.E.N. et le S.N.I. est de provoquer chez les jeunes téléspectateurs une profonde mésintelligence des ressorts du comique classique. Propos de vieux réac. ? Alors pourquoi expliquez-vous que durant les quelques deux heures de projection résumé final dans le style Lavis des principales séquences compris il n'y ait pas eu un seul rire dans la salle ? Simplement à la fin quelques applaudissements de politesse comme face à un prétendu chef d'œuvre où l'on s'est ennuyé ferme. Dommage pour Roger Coggio qui été magnifique dans un rôle classique de Scapin et pour Galabru-Géronte réduit à l'état de pantin.

Jean-Pierre LEBEL

(1) Fédération de l'Éducation Nationale (!)

(2) SNI-PEGC : Syndicat National des Instituteurs, Professeurs d'Enseignement Général de Collège. Leurs membres sévissent généralement dans les collèges et dans deux disciplines à la fois dont souvent les lettres. Mais beaucoup d'instituteurs valent mieux que leur syndicat.

présidentielles 81

« Cette collecte de signatures, ça marche? Allez vous y arriver? » S'il est une question qui exaspère les militants de la NAR c'est bien celle-ci. Surtout lorsqu'elle est posée par une bonne âme qui, tout en déclarant souhaiter notre succès, s'est bien gardé de téléphoner ou de visiter un seul maire. Question exaspérante, car tous ceux qui se sont lancés avec nous dans cette gigantesque collecte en connaissent bien les difficultés, savent qu'il n'y a pas de miracle et que le succès dépend essentiellement du nombre et de la ténacité des démarcheurs. En effet notre expérience nous montre qu'il faut contacter en moyenne trente maires pour obtenir une promesse de signature, et qu'un seul de ces contacts représente plusieurs

coups de téléphone ou quelques litres d'essence. Multipliez tout cela par 500 et vous mesurerez aisément l'investissement militant et financier que cela représente au plan national.

Au 15 janvier, nous avons pu annoncer à la presse que 342 promesses de signature avaient été recueillies, ce qui représente les deux tiers du minimum à atteindre (500). Mais en fait, nous savons qu'il nous en faut au moins 600 puisque rien ne peut empêcher un maire de se dédire. Ces chiffres permettent de mesurer l'effort important qu'il nous faut encore accomplir si nous voulons que le 10 avril le nom de Bertrand Renouvin figure sur la liste officielle des candidats.

Pour réussir cela nous ne comptons que sur nos amis et sur ceux

qui jugent qu'il est important qu'un candidat royaliste soit présent dans cette élection. Ce critère simple nous permet d'abandonner à leur médiocrité les soi-disant royalistes qui passent le plus clair de leur temps à diffamer et à distiller leur venin contre notre action. Nous ne ferons pas non plus comme le candidat écologique Brice Lalonde qui avoue implicitement (*Quotidien de Paris* du 15 janvier) ne pas collecter de signatures et espère les obtenir en les quémandant auprès des quatre grands partis !

Les trois objectifs prioritaires que nous fixons il y a trois mois restent donc inchangés :

1/ Augmenter l'audience du journal afin de trouver rapidement de nouveaux lecteurs susceptibles

de nous aider et de concourir au succès final.

2/ Participer à la souscription pour que notre effort ne soit pas bloqué par une impossibilité financière. Nous avons déjà dû renoncer à l'envoi systématique d'une lettre à tous les maires (cela nous aurait coûté plus de 8 millions de centimes !) et nous contenter de la faire dans les départements où nous ne pouvons prospecter directement.

3/ Aider matériellement à la collecte des signatures en y consacrant quelques heures par semaine. Pour cela mettez-vous en contact soit avec la section NAR la plus proche de votre domicile, soit, à défaut, avec le siège. Nous vous fournirons alors tous les renseignements et conseils nécessaires. Mais prenez contact dès aujourd'hui, car plus le temps passe et plus la collecte est difficile.

Et dites vous bien que s'il ne nous manque qu'une signature le 7 avril, ce sera celle que vous n'aurez pas trouvée !

Yvan AUMONT

PARIS-mercredis de la NAR

Tous les mercredis, conférence débat à 20 h dans les locaux du journal, 17, rue des Petits-Champs (4e étage).

Mercredi 21 janvier. Débat avec Bertrand Renouvin et Jacques Beaume : « La presse et l'argent, ou le scandale Matra ».

Mercredi 28 janvier. Conférence par Philippe de Saint-Robert « Lybie-Tchad, la politique française en Afrique ».

Mercredi 2 février. Conférence par Jean Ebstein, avocat à la cour « La police dans la cité ».

Les lecteurs de Royaliste sont conviés à ces réunions qui leur permettront de prendre contact avec les principaux rédacteurs du journal et les animateurs de nos activités à Paris. Vers 22 heures, à l'issue de la conférence, un repas froid est servi qui permet de poursuivre autour d'un pot les conversations amorcées (participation aux frais du repas : 10 F).

■ **ANGERS** - Toute la correspondance destinée à la section d'Angers doit désormais être adressée au local : N.A.R., 4, rue Paul Bert 49000 Angers. La précédente adresse à la Boîte postale n'est plus valable.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

.....
désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (55 F), un an (95 F), de soutien (200 F) *
(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

EDITORIAL

Tour à tour, les candidats représentant des minorités politiques ont protesté. La Ligue des Droits de l'Homme a lancé une pétition, qui a reçu des adhésions venues de tous côtés. Le sénateur Caillavet a demandé des explications au Ministre de l'Intérieur et la presse écrite s'est inquiétée. Mais pendant des mois le gouvernement continuait d'organiser, comme il l'entendait, la campagne pour les élections présidentielles. Comme il l'entendait, c'est à dire dans l'illégalité et dans le mépris de la liberté d'expression. Cela en toute impunité, puisque l'opinion est indifférente, puisque les «grands partis» sont complices, puisque le Conseil constitutionnel a laissé faire.

ILLEGALITÉ

Pourtant le Conseil constitutionnel joue un rôle essentiel dans l'organisation de la campagne. La loi organique du 7 novembre 1958 stipule qu'il *doit* être consulté sur l'organisation des opérations électorales, et l'article 62 de la constitution dit que ses décisions «s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles». Or, jusqu'à la mi-janvier, le Conseil n'a pas été consulté, ses avis n'ont pas été suivis, ses décisions n'ont pas été respectées, comme l'a très clairement montré M. François Luchaire, ancien membre de cette institution (1).

Le Conseil constitutionnel n'a pas été consulté. Ni pour le décret du 4 août 1976 sur les formalités de présentation des candidats. Ni pour la circulaire adressée par le ministre de l'Intérieur aux préfets le 30 novembre 1979. Il ne s'agit pas seulement d'une question de formes juridiques, puisque la «circulaire Bonnet» contredit gravement le Conseil. En effet :

- ses avis n'ont pas été suivis : depuis 1976, les textes prévoient que les parrainages nécessaires doivent être recueillis sur des formulaires imprimés, sans qu'il ait été initialement précisé à qui ils devaient être remis. Pour combler cette lacune, le Conseil a précisé que les formulaires seraient «tenus à la disposition des citoyens». Or la circulaire Bonnet indiquait que ces formulaires «sont à remettre aux élus désireux de patronner un candidat». Le Conseil des ministres a heureusement décidé qu'ils seraient envoyés à tous les élus, mais en mars seulement. Ce qui est contraire à l'avis du Conseil et introduit un délai qui n'est pas prévu par la loi. Ainsi le gouvernement aggrave les dispositions légales, ou prend des mesures parfaitement arbitraires.



par
bertrand
renouvin

pour la liberté

Car les décisions du Conseil ne sont pas appliquées : le décret de 1958, modifié en 1976, indique que «les présentations (de candidature) sont rédigées sur des formulaires imprimés dont le modèle est arrêté par le Conseil constitutionnel». De fait, ce modèle a été transmis au gouvernement. Il aurait donc dû être publié au Journal Officiel afin que chaque candidat puisse faire imprimer des formulaires conformes. Or le modèle a été publié tardivement et le gouvernement prétend qu'il lui appartient d'imprimer et de diffuser ces formulaires, à la date choisie par lui.

ENTRAVES A LA LIBERTÉ

Il est évident que ces mesures arbitraires sont destinées à décourager les familles politiques minoritaires, qui introduisent un élément d'incertitude dans le report des voix, et qui risquent de dire des vérités que le gouvernement juge (mais de quel droit ?) malsonnantes. D'où son acharnement contre les «petits candidats», qui se traduit non seulement par des illégalités manifestes, mais aussi par de nombreuses entraves à la liberté d'expression.

Car tous les moyens sont bons. Y compris les pressions sur les élus locaux ou, en d'autres termes, le chantage. Oui, le chantage, déjà exercé en 1974 alors que les parrainages n'étaient pas publiés au Journal Officiel. Ils le seront désormais. Aussi est-il facile pour le préfet d'évoquer les crédits dont la commune a besoin et qui se trouveraient... retardés si, d'aventure, une signature allait à un candidat «peu sérieux». Pour ce travail d'intimidation, point n'est besoin, cette fois de circulaire : on se borne à quelques «remarques», à quelques «conseils»...

N'oublions pas, non plus, la propagande insidieuse de la télévision : ses journalistes aiment tant insister sur ces «quarante candidats» qui brigueraient la présidence, pour s'en moquer, et pour faire en sorte qu'on s'indigne du manque de dignité et de la confusion du débat. Mais ils étaient aussi quarante en 1974, et douze seulement à remplir les conditions légales. Et ils sont six, cette année, à solliciter effectivement les parrainages.

Quant aux partis d'opposition, d'ordinaire si pointilleux sur la démocratie, ils se taisent ou vont jusqu'à interdire à leurs maires de signer pour un candidat «marginal». Ainsi le Parti socialiste, malgré la protestation de centaines d'élus de ce parti.

Dès lors, que faire ? Nous sommes confrontés à un système efficace, conçu par des gouvernants sans scrupules, et d'autant plus assurés d'eux-mêmes qu'ils agissent avec la complicité de la classe politique tout entière. Pourtant, un retour rapide à la légalité est possible. Il suffirait que le Conseil constitutionnel fasse appliquer la loi et ne consente pas aux mesures arbitraires prises par le gouvernement. Il suffirait que le R.P.R. et le Parti socialiste n'espèrent rien des autres- décident de respecter la liberté de leurs élus, et protestent contre toute tentative de chantage.

Quant aux maires et aux conseillers généraux, ils n'ont besoin ni d'un préfet, ni d'un parti pour arrêter leur conduite. La Constitution leur donne un droit, et les rend gardiens d'une liberté essentielle. Leur signature n'implique pas l'adhésion à un projet politique : elle donne simplement une possibilité d'expression. En violant la loi, le gouvernement tente aujourd'hui de leur arracher ce droit, et de peser sur leur choix. Je ne doute pas de la réponse qu'ils donneront, pour la défense de la légalité et de la liberté.

Bertrand RENOUVIN

(1) Le Monde, 6 décembre 1980